

Un soutien de Sainte-Julie à Val-d'Or

Pierre Veilleux, président de l'Association des policières et policiers provinciaux du Québec basée à Sainte-Julie, est allé à Val-d'Or cette semaine pour se porter à la défense des policiers accusés de voie de fait et d'abus de pouvoir sur des femmes autochtones. Il demande à tous de respecter la présomption d'innocence et de réfléchir au problème de société plus global que vivent les communautés autochtones au pays. Il a accepté de répondre aux questions du journal Les Versants.

Pourquoi vous êtes-vous rendu à Val-d'Or?

Je suis venu soutenir les membres du poste de Val-d'Or et ceux de l'Abitibi-Témiscamingue. Je veux m'assurer qu'ils sont bien encadrés en ce qui concerne leurs droits et pour l'aide psychologique. Beaucoup de policiers ont pris congé et sont dans leur famille. Le poste de Val-d'Or est très affecté. Les allégations du reportage de l'émission Enquête sont préoccupantes et il nous apparaît nécessaire de remettre les pendules à l'heure. Soyons clairs. À ce stade-ci, il ne s'agit que d'allégations, la présomption d'innocence est un principe fondamental dans une société de droit, c'est ce qu'il ne faut pas perdre de vue. Il y a eu une allégation d'ordre sexuel visant un policier qui est décédé, et une autre concernant un policier que personne n'est capable d'identifier pour l'instant. Les huit actuellement relevé de leur fonction ne sont pas sujets d'allégation d'ordre sexuel. Les enquêtes vont se poursuivre, respectons nos institutions chargées d'étudier et d'analyser le travail des policiers, et concentrons-nous plutôt comme société à trouver des solutions viables pour des personnes vulnérables.

Pourquoi il y a autant de tension à Val-d'Or?

Il y a de l'itinérance à Val-d'Or. Ils sont environ une trentaine de personnes dans les rues. Il y a des gens qui vivent l'itinérance volontairement et il y a les exclus des conseils de bande. Avec ce phénomène, il y a des problèmes de toxicomanie, de boisson, de prostitution. À l'échelle nationale, il y a beaucoup de violence faite aux femmes autochtones à l'intérieur ou à l'extérieur des réserves. Des femmes ont disparu il y a quelques années et n'ont jamais été retrouvées. Le gouvernement fédéral doit faire une Commission pancanadienne pour étudier le problème en profondeur et remettre en question tout le système qui a été instauré il y a quelques années.

Pourquoi êtes-vous contre une enquête publique au Québec?

Le gouvernement provincial n'a pas à faire une enquête publique pour l'instant. Il y a des enquêtes qui sont en train de se faire avec les enquêteurs de Montréal. Le gouvernement va même nommer un observateur indépendant pour s'assurer que cela se passe correctement.

Que risquent les policiers de Val-d'Or?

Je crois que les accusations n'iront pas beaucoup plus loin que ça. Il y a pour l'instant une présomption d'innocence. L'enquête sera transférée au procureur qui décidera si oui ou non il reçoit les accusations. Au bout du compte, nous verrons s'il y a une condamnation. Pour avoir vu ce genre de dossier souvent, ça ne va pas très loin. La victime pense avoir été agressée physiquement pendant une intervention où les policiers ont dû utiliser la force pour maîtriser une personne qui faisait de la résistance. Finalement, on remarque que l'utilisation de la force a été adéquate. Même si la victime a été blessée, cela ne veut pas nécessairement dire qu'il y a un abus. Moi, j'ose croire que l'issue des dossiers va se régler favorablement pour les huit policiers. S'il y a une condamnation, elle sera minime et ne remettra pas en cause tout le travail policier de l'unité de Val-d'Or.

Les relations ne sont pas très bonnes entre les policiers et les autochtones, est-ce que la tension risque d'augmenter avec ces allégations?

Ça n'a jamais été facile pour les policiers d'intervenir lorsqu'on parle de toxicomanie, de violence, mais oui, temporairement, il peut y avoir plus de suspicion que d'habitude. Je pense cependant qu'à la lumière des enquêtes, tout va revenir dans l'ordre. De plus, trois mesures vont être apportées. Elles vont permettre des effectifs supplémentaires, l'installation de caméras dans les voitures de patrouille et l'embauche d'une équipe d'intervenants sociaux qui vont travailler en parallèle avec les policiers.

Pour vous, ces trois mesures seront-elles suffisantes?

Il manque de ressources et d'outils. Ces trois mesures ne régleront pas tout. Elles vont aider à la desserte du territoire, à la sécurité des individus et au lien de confiance entre les policiers et les populations. Si l'on regarde sur une problématique plus générale, comme on le dit dans l'association, oui, il y a d'autres places au Québec où il va falloir travailler dans le même sens.